



VU D'EUROPE

Vu d'Europe : pourquoi le marché européen paye l'addition des règles imposées par Donald Trump à l'industrie pharmaceutique

Il y a 5 heures • 8 min

Partager

Écouter

Pour fixer les prix des médicaments, le président américain a imposé la clause de la nation la plus favorisée. Une mesure qui a déclenché un tremblement de terre en Europe, les géants de l'industrie pharmaceutique s'efforçant désormais de protéger leurs résultats financiers.

INFO Par [Swissinfo pour Vu d'Europe/ A European Perspective](#)



© KEYSTONE - SHAWN THEW / POOL / Le président américain Trump a promis de ramener les prix des médicaments aux États-Unis au même niveau que dans les autres pays riches.

À l'approche du premier anniversaire du décret de Donald Trump qui a imposé la clause de la nation la plus favorisée (NPF) en matière de fixation des prix des médicaments, il apparaît évident que cette mesure, qui vise à diminuer plus les coûts de la santé pour les Américains, n'est plus une simple menace protectionniste en l'air. Ce décret, qui oblige les sociétés pharmaceutiques à aligner les tarifs qu'elle pratique avec les consommateurs américains et ceux d'autres pays développés, a commencé à avoir des répercussions concrètes.

VU D'EUROPE

Une initiative de partage de nouvelles de la presse publique européenne

Partagé par l' [EUROVISION](#)

[swissinfo.ch](#)

Suisse Voir l'article original

Elles sont 16 compagnies à ce jour, notamment les géants pharmaceutiques suisses Novartis et Roche (par l'intermédiaire de sa filiale américaine Genentech) à avoir signé avec les États-Unis des accords appliquant la politique NPF. En retour, selon certaines sources, elles se sont vu exempter de droits de douane pour trois ans. Les laboratoires s'engagent à aligner les prix de leurs nouveaux traitements sur les prix les plus bas d'un panel de pays de référence, parmi lesquels la Suisse. Certains d'entre eux ont également accepté d'investir dans la recherche et développement sur le sol américain. Au cours de l'année écoulée, les compagnies pharmaceutiques se sont engagées à placer plus de 320 milliards de dollars (250 milliards de francs) aux États-Unis.

Le gouvernement Trump va même au-delà de ces accords pour officialiser la tarification NPF au travers de trois modèles, qu'il compte appliquer aux régimes d'assurance publics Medicaid et Medicare : chacun de ces modèles s'appuie sur une liste de pays de référence légèrement différents. Le lancement du site de vente directe au consommateur [TrumpRx.gov](#) en février, qui vise à proposer aux Américains des médicaments sur ordonnance au prix de la nation la plus favorisée, a fait monter les enchères. Si les laboratoires pharmaceutiques ne proposent pas les prix les plus compétitifs possibles, ils risquent l'exclusion de cette plateforme très en vue.

À lire aussi : États-Unis : Biden et Harris annoncent une baisse "historique" du prix de certains médicaments

En réponse, certains laboratoires ont annoncé le report, voire l'annulation du lancement de nouveaux traitements en Europe, où les prix sont historiquement plus bas qu'aux États-Unis. Ils ont même perdu l'intégralité du marché plutôt que de fixer un prix bas qui pourrait réduire encore de moitié leurs profits du côté américain. D'autres menacent de cesser leurs investissements en recherche et développement en Europe si les gouvernements ne se montrent pas disposés à augmenter la mise.

Une bataille aux enjeux considérables

Bien qu'il subsiste de grandes incertitudes quant à la manière dont la NPF sera mise en œuvre, l'Europe doit prendre cette politique au sérieux, estiment les experts.

"La tarification NPF est partie pour rester", affirme James Whitehouse, du cabinet de conseil britannique Lightning Health. *"La politique américaine dicte désormais les enjeux de santé publique dans d'autres pays",* a ajouté l'expert à Amsterdam début mars au congrès EPA (pour "Evidence, Pricing and Access"), le plus grand rassemblement d'experts en matière de fixation des prix du médicament en Europe. Selon lui, les conséquences pour cette dernière seront immenses.

En matière commerciale, le poids des États-Unis dans la balance est considérable. Le pays représente au moins la moitié des revenus de la plupart des géants du secteur pharmaceutique, notamment à cause de ses prix élevés. Les médicaments de marque peuvent être vendus jusqu'à quatre fois plus cher que dans d'autres pays développés.

À lire aussi : Antibiotiques à l'unité en 2026 : "Pour les patients, ce ne sera pas plus cher", promet le secteur pharmaceutique

C'est pourquoi une baisse des prix aux États-Unis aurait un impact non négligeable sur les revenus et les profits des laboratoires, selon un rapport de la banque suisse UBS, publié en mai 2025. Les experts estiment que les grandes entreprises pharmaceutiques pourraient voir leurs bénéfices écornés de 8% en 2028, en se fondant sur le top 50 des ventes de médicaments par le biais de Medicare en 2024, et sur dix nouveaux traitements qui devraient faire partie des plus vendus d'ici la fin de la décennie.

L'industrie pharmaceutique et les associations professionnelles brossent désormais un tableau très sombre de l'avenir du médicament et de son développement en Europe, si les prix des traitements n'augmentent pas pour compenser la baisse américaine.

À lire aussi : L'Union Européenne "n'arrive pas à trouver de remède" face aux pénuries de médicaments

Le géant américain Pfizer, qui fait partie des trois plus gros vendeurs de médicaments au monde, a été le premier à signer un accord conforme à la politique de la nation la plus favorisée. Son directeur général, Albert Bourla, a déclaré à la conférence organisée par JPMorgan Chase en janvier que s'il devait choisir entre baisser les prix américains au tarif de la France, ou arrêter de fournir la France, *"nous arrêtons de fournir la France"*.

Contrairement aux États-Unis, où les prix des médicaments sont largement basés sur les forces du marché, les gouvernements européens fixent généralement les prix par le biais de négociations avec les entreprises. Toutefois, ces négociations sont de plus en plus controversées, car les entreprises affirment que les prix ne récompensent pas suffisamment l'innovation. Ce point de vue est partagé par M. Trump, qui affirme que l'Europe "profite" de l'innovation financée par les patients américains.

"Même avant l'annonce de la politique NPF, l'industrie pharmaceutique se plaignait déjà de la tarification pratiquée en Europe, en soutenant que ce système ne tenait pas compte de la valeur des produits", déclare Neil Grubert, consultant spécialisé dans l'accès au marché international pharmaceutique, basé au Royaume-Uni. Les investissements en recherche et développement ont déjà considérablement baissé en Europe, au profit des États-Unis et de la Chine. *"La pression s'exerce désormais aussi sur les gouvernements européens par le biais de Donald Trump."*

À lire aussi : Diabète de type 1 : L'Union européenne approuve un premier traitement de fond qui ralentit la progression de la maladie

Les enjeux sont particulièrement importants pour les petits pays riches de référence tels que la Suisse et le Danemark, dont les économies dépendent grandement du secteur pharmaceutique, mais qui n'ont pas autant de poids sur le marché.

En juillet dernier, Roche a retiré son traitement contre le cancer Lunsumio de la liste des traitements remboursés en Suisse, à cause d'un désaccord sur son prix avec l'autorité de régulation de santé publique. Les patients peuvent toujours bénéficier de ce traitement grâce à un programme caritatif, mais ce retrait a permis à Roche d'éviter de publier le prix du traitement, qui aurait servi de référence pour les États-Unis.

À lire aussi : Trouble de l'attention : hausse des prescriptions de médicaments chez les adultes européens

La firme de biotech américaine Amgen, l'une des entreprises qui ont signé un accord de tarification NPF, a récemment retiré son traitement de réduction du cholestérol Repatha du marché danois, évoquant le changement *"de dynamiques du marché international"*, bien que les médias locaux aient émis l'hypothèse que ce retrait était dû à la pression de la politique NPF. Amgen a baissé le prix de ce médicament de 60% aux États-Unis en octobre 2025, affirmant *"aligner"* ainsi avec le prix le plus bas parmi les pays développés du G7.

"Certaines entreprises disent que la décision rationnelle, c'est d'éviter de mettre sur le marché un traitement innovant dans d'autres pays tant que le prix américain n'est pas fixé, pour éviter d'avoir à le baisser", analyse Elisabeth Brock, économiste en santé publique et consultante spécialisée de l'accès au marché à Bâle. *"Sans prix, les États-Unis n'ont pas de point de comparaison possible."*

La morsure de l'austérité

Tandis que Donald Trump exerce des pressions de l'autre côté de l'Atlantique, les gouvernements européens subissent des contraintes internes qui compliquent une éventuelle hausse des prix. De nombreuses autorités de santé, notamment en Suisse et en Allemagne, tentent de limiter les coûts qui ont explosé au cours de la dernière décennie.

Les dépenses de santé en Suisse pour une assurance de base ont atteint un record de 9,4 milliards de francs, soit une hausse de 64% par rapport à 2014, à cause d'une poignée de nouveaux traitements très coûteux.

À lire aussi : Quand les médicaments et les antibiotiques nous rendent malades : mésusages et effets indésirables

Certaines d'entre elles sont de véritables innovations qui changent la vie, mais ce n'est pas toujours le cas. Des études ont montré que pour certains médicaments anticancéreux, des prix plus élevés ne correspondent pas nécessairement à un bénéfice clinique plus important pour les patients.

Cela a amené les pays à demander aux laboratoires de mieux justifier leurs prix. La plupart des pays européens exigent désormais des évaluations des technologies de santé pour mesurer le rapport qualité-prix d'un traitement. Certains d'entre eux, largement disponibles aux États-Unis, ont été refusés par les régulateurs européens, car les évaluations les ont conduits à estimer que les bénéfices des médicaments n'en justifiaient pas le coût.

À lire aussi : Important trafic illégal de médicaments démantelé par la justice bruxelloise

"Les laboratoires disent qu'il faut payer plus cher, mais en Europe ils doivent apporter la preuve que le traitement vaut la dépense", dit Elisabeth Brock. Avec cette pratique de fixation des prix, les Européens ne peuvent pas faire monter les tarifs en claquant des doigts, surtout face à la pression populaire.

L'an dernier, le gouvernement britannique a accepté de payer 25% de plus pour les traitements d'ici 2035, dans le cadre d'un accord commercial avec les États-Unis afin de s'éviter de lourds droits de douane. Malgré tout, les laboratoires pharmaceutiques assurent que cela ne suffit pas à combler l'écart avec les prix américains.

L'Union européenne a d'autres moyens de pression. Elle est en train d'adopter une nouvelle législation pharmaceutique, adoptée en décembre dernier, qui prévoit, entre autres, d'améliorer l'accès aux traitements à travers le bloc des 27. Le texte exige qu'une entreprise pharmaceutique fournisse un traitement à tout État membre qui le demande, faute de quoi elle affrontera la concurrence de médicaments génériques ou biosimilaires. Ce qui signifie également que ces entreprises pourraient se retrouver contraintes de mettre sur le marché un traitement dans un pays de référence NPF, à partir du moment où il est commercialisé n'importe où ailleurs dans l'UE.

À lire aussi : Médicaments contre l'acidité de l'estomac : l'augmentation du prix pour les patients risque d'être difficile à avaler

La politique de la nation la plus favorisée chamboule aussi une stratégie utilisée depuis des décennies par les gouvernements européens : la négociation en coulisses de ristournes confidentielles avec les fabricants de médicaments par rapport à leur liste de prix officiels. Selon le consultant Neil Grubert, ces prix officiels sont parfois 70% plus élevés que ce qui est pratiqué, qu'on appelle le prix net. La Suisse a récemment codifié les modèles de prix confidentiels dans la loi. La réglementation américaine semble préconiser d'utiliser les prix nets comme référence.

"Il est dans l'intérêt de ces pays de préserver la confidentialité afin de pouvoir continuer à obtenir ce qu'ils estiment être les remises et les rabais les plus généreux", affirme M. Grubert. *"C'était déjà le cas avant l'instauration de la clause NPF, et c'est une question encore plus urgente aujourd'hui. Mais il sera plus difficile de garder les prix nets secrets si les États-Unis les exigent."*

À lire aussi : Faut-il vendre les médicaments à l'unité ? "J'espère pouvoir l'expérimenter au cours de l'année 2026" affirme Frank Vandembroucke

En fin de compte, rien ne garantit que les patients seront mieux lotis, aux États-Unis ou en Europe, avec le système NPF. Si les laboratoires court-circuitent l'Europe, les patients européens seront privés de traitements, et les patients américains supporteront une plus grande part du coût de l'innovation. Il n'y a pas non plus de mécanisme dans le dispositif NPF qui empêche les laboratoires pharmaceutiques de fixer des prix encore plus élevés aux États-Unis pour compenser les pertes de revenus en Europe.

Si les gouvernements européens font monter les prix, cela peut financer de l'exercer une pression supplémentaire sur leurs systèmes de santé, pour la plupart financés par les fonds publics, et les amener à réduire le budget alloué à d'autres services publics. Ce sont les patients qui vont devoir payer la note, car les frais à leur charge vont augmenter.

Réclaire, un grand laboratoire d'entre eux ne pourront plus se permettre de se soigner, déclare Toma Mikalauškaite, responsable de l'élaboration des politiques à la Ligue européenne contre le cancer. Avant de conclure : *"À une époque où les patients subissent déjà des retards et des pénuries dans l'accès aux médicaments, la hausse des prix les priverait du traitement dont ils ont un besoin urgent."*

Un article écrit par [Jessica Davis Püsch \(Swissinfo\)](#), publié le 27 mars 2026.

Sur le même sujet : comment réduire le prix des médicaments en Belgique ?

Prix des médicaments en Belgique

Pour voir ce contenu, connectez-vous gratuitement

Connectez-vous

À lire aussi

ECONOMIE

DHL fait de Brussels Airport la plaque tournante du transport aérien de médicaments

23 févr. 2026 à 10:30 • 3 min

ECONOMIE

Ozempic, Wegovy, Mounjaro : et si les médicaments coupe-faim pouvaient freiner la croissance économique ?

18 févr. 2026 à 09:37 • 4 min

BRUXELLES

Important trafic illégal de médicaments démantelé par la justice bruxelloise

06 déc. 2025 à 11:30 • 1 min

SANTÉ

Pour éviter d'acheter des médicaments falsifiés, une campagne nationale débute ce samedi pour mettre en lumière le système de vérification

01 nov. 2025 à 11:20 • 1 min

SANTÉ

Trump et Pfizer annoncent un accord pour baisser le prix de certains médicaments aux USA

30 sept. 2025 à 21:59 • 1 min

SANTÉ

Baisse des prix des médicaments : Vandembroucke exige 80 millions d'euros d'économies, l'industrie pharmaceutique fulmine

29 sept. 2025 à 07:50 • 5 min

AUSSI DANS VU D'EUROPE

Vu d'Europe : les États-Unis envisagent d'acheter pour 10 millions de dollars de fromage suisse - mais pas en Suisse

Il y a 8 heures • 6 min

Vu d'Europe : "Des enfants ? Non merci !", ou pourquoi de plus en plus de jeunes Suisses optent pour la vasectomie

Il y a 11 heures • 6 min

Vu d'Europe : quand la démocratie directe devient un instrument politique en Hongrie

samedi dernier à 19:00 • 6 min

Vu d'Europe : les Européens sont-ils vraiment dépendants du gaz américain ?

03 avr. 2026 à 12:52 • 2 min

Vu d'Europe : quand la Russie propose d'organiser une fausse tentative d'assassinat contre le Premier ministre hongrois Viktor Orban

30 mars 2026 à 08:02 • 2 min

Voir plus

Inscrivez-vous aux newsletters de la RTBF

Info, sport, émissions, cinéma... Découvrez l'offre complète des newsletters de nos thématiques et restez informés de nos contenus

Voir les newsletters

ARTICLES RECOMMANDÉS POUR VOUS

Pourquoi j'ai vu ce contenu ?

EUROPE

Trois traités de libre-échange en un an : le commerce, une diplomatie parallèle pour l'Union européenne ?

01 avr. 2026 à 17:43 • 3 min

ECONOMIE

Bruxelles dévoile son plan très attendu sur le "Made in Europe"

04 mars 2026 à 06:29 • 3 min

AGRICULTURE

Après la liquidation de l'entreprise Insect, l'élevage d'insectes a-t-il un avenir en Europe ?

16 févr. 2026 à 12:00 • 7 min

ECONOMIE

Pourquoi l'industrie européenne est-elle à la peine face aux concurrents chinois et américains ?

11 févr. 2026 à 17:49 • 6 min

Découvrir ma page perso

Mots clés de l'article

[Vu d'Europe](#) [Amérique du Nord](#) [Info](#) [Economie](#) [Monde](#) [Santé](#)

[Médicament](#) [Etats-Unis](#) [Vu d'Europe](#)

Suivez-nous

Thématiques

Services

L'Actu décryptée

Radios

Émissions

Nous contacter

Copyright © 2026 RTBF

Déclaration d'accessibilité Mentions légales Conditions Générales

Politique des Cookies Modifier les cookies Droit à l'oubli Vie privée

Mon RTBF